

## 4e réunion mondiale du Forum politique pour le développement : Bruxelles, 14-16 mars 2016

Le présent document est une synthèse de la quatrième réunion mondiale du Forum politique pour le développement (FPD) tenue à Bruxelles du 14 au 16 mars. Cet événement a mobilisé plus de 160 représentants d'organisations de la société civile (OSC), d'associations des autorités locales (AL) et du secteur privé, ainsi que des représentants de la Commission européenne, des institutions de l'Union européenne et des États membres.

**Introduction :** Des remarques préliminaires ont été formulées par : Jean-Louis Ville, directeur par intérim de la direction Développement humain et migration, DG DEVCO ; Jacqueline Moustache Belle, maire de Victoria (Seychelles), coprésidente de CGLU et coprésidente du FPD au nom des AL ; Filiberto Ceriani Sebreghondi, chef de la division Coordination de la coopération au développement, SEAE ; et Jorge Balbis, secrétaire exécutif du réseau ALOP et coprésident du FPD au nom des OSC. L'année 2016 sera marquée par la mise en œuvre du nouveau programme de développement élaboré en 2015. Cette mise en œuvre s'inscrit dans un contexte international caractérisé par de nouveaux enjeux, tels que la crise des migrants. Le débat sur l'avenir de l'Accord de partenariat de Cotonou doit « sortir des sentiers battus » et donner lieu à de nouvelles réflexions sur le rôle de l'UE dans le monde et sa capacité à devenir le chef de file de programmes internationaux, et plus particulièrement de l'Agenda 2030. Les représentants des AL ont rappelé aux participants que 2016 est une année cruciale pour les gouvernements locaux, sachant que la conférence Habitat III guidera la mise en œuvre des politiques urbaines pour les 20 prochaines années. Enfin, l'évaluation du FPD est l'occasion de faire le bilan des deux premières années de mise en œuvre du forum et d'évaluer sa valeur ajoutée.

**Révision de l'Accord de partenariat de Cotonou (APC) :** Cette première session fut consacrée aux discussions sur l'avenir de l'Accord de partenariat de Cotonou pour évaluer dans quelle mesure un nouvel accord pourrait mieux équilibrer le rôle de chaque acteur dans le renforcement des partenariats et l'amélioration des politiques publiques. Durant la table ronde introductive, des observations ont été formulées par Patrick I. Gomes, secrétaire général du Groupe ACP ; Koen Doens, responsable du Groupe de travail sur l'Accord de Cotonou et directeur de la Coordination du développement - Afrique orientale et australe, DG DEVCO ; Robert Hessel van Dijk, chef du groupe Coopération au développement de l'UE, ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas ; et Kristin de Peyron, chef de la division Affaires panafricaines, SEAE. Ces observations ont soulevé plusieurs questions essentielles, prêtant parfois à controverse. Les résultats de l'APC devraient être mesurés en fonction des résultats générés, tout en mettant davantage l'accent sur les défis à venir que sur l'évaluation du passé. Les experts et les participants se sont demandés si le futur partenariat devrait faire l'objet d'un nouvel accord juridique. Tous ont insisté sur le fait que le contenu du futur partenariat devrait être élaboré en tenant compte des nouveaux enjeux mondiaux, notamment le changement climatique, la situation migratoire, le développement économique et les ODD. Des questions ont été soulevées quant à la pertinence (au vu de l'expérience passée) des systèmes de cogestion et les participants se sont penchés sur le rôle potentiel des plateformes multipartites, qui pourraient être des instruments plus utiles pour couvrir différents objectifs et intérêts.

La seconde table ronde a été consacrée aux attentes par rapport à l'accord futur. Parmi les orateurs figuraient Anne-Cécile Coly, Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal ; Jean-Pierre Elong Mbassi, secrétaire général de CGLU-Afrique ; Gina Wharton, conseillère en plaidoyer, Réseau européen de la Fédération internationale pour la planification familiale / Groupe de travail sur l'Accord de Cotonou de CONCORD ; Brenda King, directrice générale d'African and Caribbean Diversity, CESE ; et Frédéric Vallier, secrétaire général du CCRE. Plusieurs aspects ont été mentionnés lors de cette table ronde interactive : l'importance d'un consensus et l'implication de tous les acteurs dans les discussions sur le nouveau partenariat ; la nécessité de localiser le nouveau partenariat pour sa mise en œuvre effective ; la nécessité d'une vision pour le nouveau partenariat ; l'importance de l'implication des OSC et des acteurs non étatiques dans toutes les étapes du dialogue politique (au sein d'un mécanisme structuré) ; l'utilisation potentielle du commerce comme levier de la croissance inclusive ; l'importance de la prise en compte des normes sociales dans le nouvel accord de partenariat et la nécessité d'une mise en œuvre dans un esprit de coopération.

**Influence mondiale :** Cette session a été l'occasion pour les participants d'échanger leurs points de vue sur les rencontres internationales à venir, à savoir la conférence des Nations Unies Habitat III et la deuxième réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (RHN2 du PMCED). La première table ronde était constituée de trois orateurs clés : Paolo Ciccarelli, chef de l'unité Eau, infrastructures et villes, DG DEVCO ;

Patrick Braouezec, président de La Plaine Commune, France ; et Alvaro Puertas, secrétaire général de la coalition Habitat International. Dans un premier temps, les participants ont fait part de leurs attentes par rapport à la conférence Habitat III, qui doit soutenir la réalisation de l'Agenda 2030 via un plan d'action. Les points clés qui devront être abordés sont les suivants : la promotion de villes vertes et résilientes capables d'intégrer des principes de durabilité environnementale ; la combinaison des principes de bonne gouvernance et des processus de décentralisation nationaux ; les moyens permettant de concilier facteurs de compétitivité, égalité et redistribution équitable des richesses ; des solutions claires aux problèmes croissants, tels que la crise des réfugiés, et la définition d'un ensemble solide d'indicateurs permettant de mesurer si les objectifs fixés ont été atteints. Les participants ont également insisté sur l'importance de parvenir à un accord sur le rôle des organisations sociales, qui sont les premières concernées par les problèmes qui se posent dans les villes. Ils ont discuté du rôle de la coopération internationale, notamment des moyens que l'Union européenne doit mettre en œuvre pour améliorer sa capacité à soutenir Habitat III et des modes de financement de l'Agenda 2030 en impliquant à la fois le secteur public et le secteur privé, tout en tenant compte de l'ampleur des défis.

Dans le cadre de la seconde table ronde, Erica Gerretsen, chef de l'unité Efficacité et financement de l'aide, DG DEVCO ; Maria Theresa Lauron, Réseau de recherche Asie-Pacifique, Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) ; et Edgardo Bilsky, directeur de recherche au sein du secrétariat mondial CGLU, ont discuté des défis à relever et des opportunités à saisir pour universaliser l'agenda de coopération efficace au service du développement international. Les experts ont rappelé que le Partenariat mondial soutiendra la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Ils ont également insisté sur la nécessité de progresser dans un certain nombre de domaines lors de la RHN2 du PMCED, notamment : la programmation conjointe, l'amélioration de la coordination de l'aide et le recours aux systèmes nationaux ; l'amélioration de la transparence tant en ce qui concerne la gouvernance que les avancées du partenariat ; la précision du rôle du secteur privé ; et le renforcement des mécanismes de partenariat multi-parties prenantes. Le fait de renforcer ces différents domaines en s'appuyant sur un calendrier précis, un mécanisme de financement et un système de suivi robuste devrait améliorer l'efficacité, la qualité et l'impact de l'aide et nous permettre d'atteindre les ODD.

**L'environnement porteur pour un nouvel agenda mondial :** L'environnement porteur pour les OSC/AL est un thème régulièrement abordé par le FPD. L'objectif de cette session était d'identifier les aspects d'un environnement porteur s'avérant indispensables pour renforcer la participation de tous les acteurs, en tant que partenaires égaux, à la mise en œuvre des ODD. Huit orateurs ont participé à ces discussions : Patrice Lenormand, chef adjoint de l'unité Société civile et Autorités locales, DG DEVCO ; Cornelius Hacking, Groupe de travail du PMCED ; Edith van Ewijk, chercheuse au sein du FPD (Pays-Bas) ; Wicak Sarosa, chercheur au sein du FPD (Indonésie) ; Bernadia Tjandradewi, secrétaire générale de CGLU Asie-Pacifique ; Hanna Surmatz, Centre européen des fondations ; Tony Tujan, POED ; et Marita González, CGT Argentine. Les débats menés ont porté sur quatre questions clés : 1) Quelle est la pertinence de l'Agenda 2030 pour le pays et quelles sont les principales priorités nationales ? 2) Quelles initiatives ont déjà été mises en place pour réaliser les ODD dans le pays ? ; 3) Quel rôle les OSC et les AL jouent-elles dans la planification et l'élaboration de l'Agenda 2030 ? 4) Existe-t-il de bons exemples de coalitions multipartites destinées à soutenir l'Agenda 2030 ?

Des chercheurs du FPD originaires des Pays-Bas et d'Indonésie ont ouvert la table ronde en présentant des conclusions spécifiques sur la manière dont s'engagent certains acteurs du FPD dans la mise en œuvre des ODD. Le débat qui s'en est suivi a porté sur les défis liés à la réalisation des ODD, notamment : les difficultés implicites découlant du grand nombre d'objectifs et de cibles définis dans l'Agenda 2030 et, par conséquent, la complexité de l'élaboration des stratégies nationales ; les restrictions de plus en plus nombreuses auxquelles sont confrontées les OSC dans différentes régions du monde ; l'importance du dialogue social, comme l'illustrent l'Uruguay, l'Argentine et le Brésil, pour encourager les progrès en faveur de la mise en œuvre des ODD ; l'utilité du développement de réseaux régionaux d'organisations de la société civile (comme dans le cas de l'Asie) pour définir des objectifs communs et travailler conjointement à leur réalisation ; et l'intégration progressive des OSC dans l'élaboration des programmes mondiaux depuis, notamment, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Les participants se sont ensuite répartis en groupes de travail pour échanger leurs points de vue sur la façon dont les approches multi-partites pourraient être renforcées en vue de soutenir l'environnement porteur au niveau national ; en matière d'influence politique ; dans la mise en œuvre d'une démarche fondée sur les droits de l'homme ; et dans l'amélioration du soutien des bailleurs de fonds.

**Révision de la politique de développement de l'UE :** L'objectif de cette session était de présenter les évolutions les plus récentes ainsi que les enjeux liés à la révision de la politique de développement de l'UE et à l'élaboration de sa stratégie globale. Cinq orateurs de haut niveau sont intervenus : Linda Mc Avam, députée européenne, présidente de la commission du Développement du Parlement européen ; Christiaan Rebergen, directeur général de la Coopération

internationale, ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas ; Klaus Rudischhauser, directeur général par intérim, DG DEVCO ; Felix Fernandez-Shaw, membre du cabinet de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini ; et Alfredo Conte, chef de la division Planification stratégique, SEAE. Concernant les enjeux, tous les experts ont évoqué l'universalité de l'Agenda 2030 et la nécessité d'adapter les stratégies tant internes qu'externes pour garantir une certaine cohérence. Pour aboutir, cet agenda requiert la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes à l'échelle mondiale, notamment le Programme d'action d'Addis-Abeba et le dernier accord en date sur le changement climatique. Si le respect de l'engagement des États membres de l'UE visant à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'APD (aide publique au développement) demeurera important, les experts ont reconnu que d'autres sources de financement, notamment des ressources nationales combinées à des contributions du secteur privé, s'avéreront nécessaires. Comme le souligne l'objectif de développement durable n°16, les questions ayant trait à la paix et à la sécurité doivent être traitées de toute urgence pour garantir le développement.

Les participants ont eu la possibilité d'exprimer leurs points de vue et préoccupations sur la future stratégie de développement de l'UE, concernant, entre autres, les aspects suivants : les nuances complexes du lien entre sécurité et développement, eu égard notamment au financement et au recours à l'APD ; comment parvenir à la structure de gouvernance mondiale appropriée et renforcer notamment la gouvernance locale pour atteindre les objectifs des différents programmes mondiaux ; garantir que les questions relatives aux droits de l'homme et à l'égalité des sexes sont véritablement intégrées aux politiques de développement de l'UE et prises en compte dans le cadre de leur mise en œuvre ; définir plus clairement ce que désigne le secteur privé et préciser comment renforcer son implication ; et garantir que la politique de développement de l'UE consiste en un engagement auprès des citoyens et pas seulement auprès des gouvernements. De nombreux participants ont souligné que « personne ne doit être oublié », tout en rappelant aux experts que l'UE est fermement résolue à lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes en s'appuyant sur une approche fondée sur les droits de l'homme et à s'acquitter de son devoir de protection et d'inclusion des personnes handicapées et des plus marginalisés dans ses politiques, mais que ces engagements doivent se traduire en actions.

Les participants se sont ensuite répartis en groupes de travail régionaux afin de se pencher sur les questions suivantes : comment l'UE devrait-elle intensifier ses efforts pour assurer la cohérence des politiques en faveur du développement ? Comment l'UE devrait-elle renforcer ses partenariats pour soutenir la mise en œuvre de l'Agenda 2030 (y compris le Programme d'action d'Addis-Abeba) à travers sa politique de développement ? Comment le FPD peut-il contribuer de manière optimale à cet objectif ?

**Évaluation du FPD :** Après la séance de travail en groupes thématiques, les membres du FPD se sont réunis en séance plénière pour présenter les principales conclusions et recommandations sur la première évaluation du FPD, notamment les observations des différents groupes concernant la pertinence du forum et, plus précisément, la pertinence des objectifs du FPD pour ses organisations membres ; l'impact du FPD sur le développement en général et les activités de développement de l'UE en particulier ; le mandat du FPD et la représentativité de ses membres.

**Clôture :** Au cours de la session de clôture, des allocutions ont été prononcées par les coprésidents du FPD et par M<sup>me</sup> Bento Pais, chef de l'unité Société civile et Autorités locales de la DG DEVCO. Les remarques de conclusion ont mis en exergue l'excellent travail effectué actuellement par le FPD, ainsi que les progrès observés au cours des trois dernières années. M<sup>me</sup> Bento Pais a invité l'ensemble des membres du FPD à travailler conjointement au-delà de cette réunion en vue de renforcer davantage le niveau de dialogue politique.

### Messages clés :

1. 2015 a été une année exceptionnelle en termes de gouvernance mondiale, marquée par la signature d'accords sans précédent (Agenda 2030, financement du développement, COP21). La première priorité commune des membres du FPD est de garantir que les engagements pris sont **traduits en actions** à l'échelle nationale.
2. Les membres reconnaissent que la **mise en œuvre des ODD** sera un processus lent et progressif qui nécessitera de coordonner les politiques interdépendantes, de mettre rapidement en œuvre le Programme d'action d'Addis-Abeba et de relever les défis auxquels le monde est actuellement confronté, en ce qui concerne principalement (mais pas exclusivement) la migration et la sécurité des personnes.
3. Il est largement admis que les ODD ne pourront être atteints sans la participation des acteurs à l'échelle **locale**.
4. Le nouvel accord de partenariat de Cotonou doit se concentrer essentiellement sur le **contenu** en tenant compte des questions d'actualité, des tendances et des enjeux qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, tels que la migration, le changement climatique et les ODD. Il doit en outre garantir l'élargissement du dialogue politique avec les parties prenantes (AL, OSC), qui ont un rôle essentiel à jouer dans le processus.
5. S'il reste de nombreuses questions en suspens sur la configuration future du partenariat UE-ACP, l'une des interrogations majeures est de savoir si celui-ci doit reposer sur un accord **juridiquement contraignant** et si cet aspect demeure ou non essentiel pour le faire avancer.
6. Le lien et l'équilibre entre **commerce et développement** demeurent des éléments controversés dans les différents processus qui ont été abordés lors de la réunion mondiale du FPD (accord de Cotonou, conférence Habitat III, RHN2 et révision de la politique de développement de l'UE).
7. La qualité des **systèmes d'information et de suivi** s'avère essentielle pour garantir l'accès à des informations appropriées et réaliser des progrès ; par conséquent, nous devons renforcer les capacités pour intégrer des méthodes de collecte de données et de suivi adéquates dans le travail de tous les acteurs.
8. Au-delà de la structure de gouvernance et de la participation des différentes parties prenantes au dialogue et au processus, il est impératif de trouver des **sources de financement** qui, compte tenu de l'ampleur des défis à relever, garantiront la mise en œuvre des engagements pris lors de la conférence Habitat III et des ODD. La communauté du développement doit nécessairement mobiliser au préalable les ressources financières nécessaires.
9. Les objectifs mondiaux exigent la mise en place de **mécanismes de coordination améliorés** par l'ensemble des acteurs impliqués dans la coopération internationale. Ces mécanismes doivent tenir compte du rôle et de la contribution des différentes parties prenantes (gouvernements, secteur privé, OSC, AL, syndicats, etc.) et de l'utilisation d'instruments (programmations communes, recours aux systèmes nationaux, etc.) plus adaptés aux conditions de mise en œuvre du nouvel agenda mondial.